



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 22 septembre 2009

## **Algues vertes, exiger la vérité et ne plus subir ! Appel de l'UDB à manifester le 27 septembre à Hillion.**

La mort d'un cheval sur la plage de St Michel en Grève cet été a relancé le débat sur la prolifération des algues vertes et leur impact sur la santé. Pourtant les risques liés à l'inhalation d'hydrogène sulfuré dégagé par les algues vertes en décomposition sont connus depuis longtemps. Les alertes délivrées par des professionnels de santé comme le Professeur Claude Lesné ne laissent aucun doute à ce sujet.

L'UDB demande à ce que la lumière soit faite sur les causes réelles du décès d'un salarié, le 22 juillet 2009, alors qu'il venait de décharger sa troisième cargaison d'algues à la déchetterie du Launay-Lantic. C'est une urgence de santé publique. Les pouvoirs publics ont un devoir de transparence et de vérité.

Pour l'UDB, plus que jamais le lien entre environnement et santé publique, exprimé dans l'article 1 de la Charte de l'Environnement: « chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de sa santé », doit être traduit dans les politiques. Ce qui n'est pas évidemment pas le cas aujourd'hui et notamment dès que l'on aborde la question des modes de productions agricoles.

En effet, la prolifération des algues vertes est liée à la surabondance des nitrates issus majoritairement du système agricole intensif et productiviste. En la matière, la responsabilité directe de l'État est clairement établie. Depuis 1991, ce dernier refuse d'appliquer les directives européennes sur la protection des eaux et le Tribunal Administratif l'a condamné à de nombreuses reprises pour « ses carences et manquements dans la mise en œuvre des réglementations nationales et européennes... en relation directe avec la pollution nitratée des eaux à l'origine des marées vertes ».

Depuis près de 30 ans, ce même État, via ses préfets, a autorisé des centaines d'agrandissements de porcheries, pire, il a fermé les yeux sur les régularisations...passant souvent outre les avis réservés ou opposés des élus locaux.

Les propositions faites par Chantal Jouanno, secrétaire d'État à l'écologie, ressemblent à un emplâtre sur une jambe de bois. Ramasser les algues vertes en mer lorsqu'elles sont fraîches pour éviter la phase de putréfaction sur les plages : voilà tout ce que l'État propose ! Une solution curative qui s'en prend au symptôme et ne remet pas en cause la racine du mal. La racine : le modèle agricole productiviste qui de plus en plus enchaîne le plus souvent les paysans aux banques !

La Bretagne et les Bretons subissent depuis trop longtemps la dégradation des paysages et des milieux naturels, la pollution de l'eau par les pesticides et les nitrates. Parce que nous ne voulons plus subir, le 27 septembre, nous devons être nombreux à Hillion.

**Pour l'Union démocratique bretonne,  
La porte-parole Mona Bras**